



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 9 juillet 1968
à 10 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 2 de l'ordre du jour:

Pages

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*suite*)

Orateurs:

M. Boerma (FAO)	9
Lord Caradon (Royaume-Uni)	11
M. Morse (OIT)	13

Président : M. PÉREZ GUERRERO (Venezuela).

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (E/4454, E/4467/Rev. 1, E/4486/Add. 1, E/4488 et Add. 1 à 5, E/4496, E/4511 (Summary), E/4515, E/4525, E/4551; E/CN.5/417 et Corr. 1 et Add. 1 et 2 et Summary; E/CN.11/825; E/CN.12/806, E/CN.12/808 et Add.1; E/CN.14/409; E/ECE/703) (*suite*)

1. Le PRÉSIDENT, après avoir souligné l'intérêt de la déclaration d'ouverture que le Secrétaire général a faite à la 1531^e séance, dit que, dans leur intervention, les délégations pourront traiter la question à l'examen d'une manière relativement large; il espère en particulier qu'elles feront des observations sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui doit occuper une place centrale dans les travaux de la présente session.

2. M. BOERMA (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) rappelle que, prenant la parole devant l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session alors qu'il était Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, il a souligné la nécessité de l'unité entre organismes des Nations Unies. Depuis qu'il est Directeur général de la FAO cette nécessité lui apparaît plus nettement encore.

3. Les conditions de cette unité sont la clarté et l'ordre. Un progrès marquant a été accompli dans ce sens dans un domaine particulièrement important, celui de la formation et de l'enseignement agricoles, lorsque les directeurs généraux du BIT, de l'UNESCO et de la FAO ont signé à ce sujet un aide-mémoire qui constitue une véritable alliance entre les trois organisations.

4. M. Boerma compte sur une évolution analogue dans les rapports entre la FAO et les commissions économiques régionales. Depuis quelques années, ces commissions sont dotées de divisions mixtes de l'agriculture dont le personnel est fourni en partie par l'ONU et en partie par la FAO. Pour améliorer encore la coordination, M. Boerma a proposé au Secrétaire général que les

secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales remplissent également les fonctions de représentants régionaux de la FAO. Pour ce qui est des questions agricoles, les secrétaires exécutifs recevraient évidemment des directives du Directeur général de la FAO. M. Boerma estime que cette formule faciliterait le travail des secrétariats des commissions régionales et aussi celui de la FAO. Le Secrétaire général a parlé favorablement de cette proposition dans sa déclaration d'ouverture. Le Comité *ad hoc* sur l'organisation de la FAO, qui l'a examinée soigneusement, estime qu'avant de prendre une décision définitive il convient de consulter les gouvernements des diverses régions. La FAO envisage de procéder à des consultations de ce genre à la prochaine session de son Conseil et lors des conférences régionales qu'elle tiendra dans le courant de l'année. M. Boerma espère qu'une tentative sera faite, à titre expérimental, dans une région au moins.

5. La nécessité d'une collaboration étroite se fait également sentir avec l'ONUDI, d'autant que l'industrialisation des pays en voie de développement, on le sait, est fondée essentiellement sur les « agro-industries »: engrais, machines agricoles, traitement industriel des produits de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture. En février 1968, le Directeur exécutif de l'ONUDI et le Directeur général de la FAO se sont mis d'accord sur certains arrangements provisoires qu'un accord officiel doit compléter à la fin de l'année. La tâche a été relativement facile pour les secteurs où les deux organisations doivent de toute évidence jouer des rôles complémentaires; en revanche, des difficultés pratiques se sont manifestées pour des industries où la production, le traitement des produits et la commercialisation sont très intégrés: industrie laitière, pêche, industries forestières, etc. Lorsque de telles difficultés existent, il ne faut pas agir à la hâte; cependant, une coordination doit être établie dès que possible si l'on ne veut pas que les gouvernements bénéficiaires reçoivent des avis contradictoires de l'ONUDI et de la FAO. M. Boerma espère donc que dans ce domaine on sera parvenu à un accord d'ensemble d'ici à la fin de l'année.

6. C'est avec le PNUD que la FAO entretient les rapports les plus suivis. Le montant des dépenses que la FAO engage actuellement pour des activités financées par le PNUD est deux fois plus élevé que les sommes qu'elle consacre à son programme ordinaire. De son côté, le PNUD alloue deux fois plus de fonds à la FAO qu'à toute autre organisation. C'est pourquoi la FAO s'intéresse vivement à l'étude sur la capacité des organismes des Nations Unies actuellement entreprise sous l'égide du Conseil d'administration du PNUD; il s'agit d'une évaluation objective des besoins des programmes et des conditions dans lesquelles les organismes des

Nations Unies fournissent une aide au développement par l'intermédiaire du PNUD. Ce travail important complète l'examen actuellement effectué par le Comité élargi du programme et de la coordination, et les deux études permettront d'assurer une bonne coordination entre la FAO et le PNUD au cours des années soixante-dix.

7. Le Directeur général de la FAO tient à donner un certain nombre d'autres exemples de progrès accomplis dans la coordination des activités de la FAO avec celles d'autres organisations. La FAO et la CNUCED vont intensifier le travail qu'elles ont entrepris conjointement pour répondre à certaines demandes formulées lors de la deuxième session de la Conférence à New Delhi. Par ailleurs, la BIRD fait une place de plus en plus grande à l'agriculture, et M. Boerma s'est entretenu avec le Président de la Banque pour parvenir à des arrangements pratiques de nature à accélérer le programme de coopération FAO/BIRD. La FAO apporte un soutien accru à la division mixte FAO/AIEA ainsi qu'au Groupe consultatif sur les protéines qui relève à la fois de la FAO, de l'OMS et du FISE. De plus, M. Boerma a assuré le nouveau Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial que la FAO lui fournira toute l'aide possible. Enfin, la FAO a collaboré étroitement avec l'ONU elle-même à la préparation du rapport sur l'assistance alimentaire multilatérale (E/4538) dont le Conseil est saisi.

8. Passant à une question qui revêt une importance fondamentale, non seulement pour les gouvernements, mais aussi pour les organismes des Nations Unies, à savoir l'élaboration d'une stratégie à long terme du développement, M. Boerma rappelle que depuis deux ans environ la FAO prépare un Plan indicatif mondial pour le développement agricole. Le but du Plan indicatif mondial est de fixer des objectifs réalistes en ce qui concerne la production, la consommation et le commerce des produits agricoles pour 1975 et 1985, en indiquant également les politiques que les gouvernements devraient suivre pour atteindre ces objectifs. Il s'agit essentiellement d'une série d'études régionales, fondées sur une analyse détaillée de la situation qui existe dans un certain nombre de pays choisis à l'intérieur des diverses régions. Les études régionales seront publiées dans le courant de 1968, et elles seront suivies d'un rapport mondial qui sera distribué sous une forme provisoire l'an prochain, et examiné en premier lieu par la Conférence de la FAO. Le Plan indicatif mondial ne doit pas être considéré comme un travail statique: il sera constamment mis à jour à la lumière de faits nouveaux.

9. M. Boerma a veillé à ce que l'élaboration du Plan indicatif mondial soit étroitement liée à la préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Plan sera adapté au calendrier de la deuxième Décennie et aussi ajusté pour tenir compte des objectifs globaux de croissance fixés par l'Assemblée générale. M. Boerma signale à cet égard qu'il y a quelques mois M. Tinbergen, Président du Comité de la planification du développement, a procédé à une étude de la méthodologie et des progrès du Plan indicatif mondial. De manière générale, M. Boerma pense qu'un plan indi-

catif d'ensemble, recouvrant les plans sectoriels établis par les organisations compétentes, tel celui élaboré par la FAO en matière de développement agricole, permettrait de donner aux activités des différents organismes la clarté et l'ordre qui sont indispensables si l'on veut que le système des Nations Unies tout entier joue le rôle que les gouvernements sont en droit d'attendre.

10. Abordant ensuite le domaine particulier de la FAO qu'est la situation alimentaire mondiale, M. Boerma a la satisfaction d'annoncer que des progrès ont été enregistrés. En 1967, les récoltes ont été bonnes. Selon les estimations préliminaires de la FAO, la production alimentaire s'est accrue de 3 % environ pour l'ensemble du monde, et de près de 6 % pour les régions en voie de développement. C'est là un accroissement record. L'introduction de variétés à haut rendement, à laquelle le Secrétaire général a fait allusion dans sa déclaration d'ouverture, se répand de plus en plus. Des expériences importantes ont été menées à bien pour le blé et le riz, au Mexique et aux Philippines respectivement, et un effort comparable est fait en ce qui concerne le maïs, le mil et le sorgho. Les variétés à haut rendement conviennent à de vastes zones des régions tropicales et subtropicales où jusqu'à présent seules des variétés indigènes à faible rendement avaient été cultivées. Pour donner une idée du succès de cette tentative, dans huit pays d'Asie étudiés dans le Plan indicatif mondial les variétés à haut rendement ont occupé environ 10 % de l'ensemble des surfaces ensemencées en céréales pendant la campagne 1967/68. On ira encore plus loin si l'on dispose de quantités suffisantes d'eau, d'engrais et de pesticides. Evidemment, il faudra résoudre les problèmes que poseront la vulnérabilité des variétés nouvelles aux maladies, l'emmagasiner et le transport, ainsi que le risque de surproduction. De plus, on ne doit pas oublier que c'est dans les pays où la recherche et les services de vulgarisation sont les plus développés que les expériences ont le mieux réussi. Quoi qu'il en soit, il semble maintenant que la course de vitesse entre la croissance démographique et l'augmentation de la production alimentaire puisse être gagnée; il faudra cependant pour cela que des progrès comparables soient accomplis dans le domaine de la planification démographique.

11. Les résultats encourageants qui ont été atteints sont en fait l'aboutissement de vingt années d'efforts, de recherches, d'investissement et d'équipement. M. Boerma estime qu'en ce qui concerne l'agriculture la première Décennie du développement n'a pas été un échec. M. Boerma souligne qu'un autre aspect fondamental de l'heureuse évolution dont il vient de parler est le changement d'attitude des agriculteurs eux-mêmes. Ceux-ci ont renoncé à leur conservatisme traditionnel pour accueillir les nouvelles variétés à haut rendement avec enthousiasme.

12. Cependant, de grands investissements financiers et humains restent nécessaires. De plus, les succès obtenus en ce qui concerne les céréales n'ont pas été accompagnés de progrès analogues en ce qui concerne les produits alimentaires riches en protéines. Se contenter des résultats actuellement atteints serait donc une erreur tragique.

13. Il faut ajouter que des progrès sensibles ont également été accomplis ailleurs que dans les zones tropicales et subtropicales. En Hongrie, en Bulgarie et en Roumanie, M. Boerma a été impressionné par le travail effectué par les fermes coopératives et les stations de recherche de ces pays. Il semble que les fermes coopératives, qui s'étendent généralement sur plusieurs milliers d'hectares, conviennent mieux à l'agriculture moderne à coût réduit que les petites propriétés d'Europe occidentale. Un avenir prometteur semble donc s'ouvrir à l'agriculture de l'Europe de l'Est.

14. En ce qui concerne l'organisation du travail de la FAO pour les années à venir, le Directeur général a, à titre provisoire, choisi cinq grands centres d'intérêt. Le premier sera l'utilisation accrue des variétés de céréales à haut rendement. Le second, qui revêtera une importance particulière pour le Conseil, sera l'action destinée à remédier à la pénurie de protéines, problème que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a remarquablement mis en lumière l'an dernier (voir E/4343/Rev.1). Le troisième centre d'intérêt sera la réduction des pertes: on connaît les dommages que les rats, les insectes, etc. causent chaque année aux récoltes; une autre source de pertes tout aussi dangereuse, bien qu'indirecte, est la mauvaise utilisation des terres. Le quatrième centre d'intérêt sera la mobilisation des ressources humaines dans les zones rurales; c'est là un vaste domaine dans lequel la FAO, pour sa part, envisage de consacrer un effort particulier à la formation à tous les niveaux, à la réforme agraire, à la colonisation, à la création de coopératives et à l'amélioration du crédit rural; dans cet effort, qui doit contribuer à ralentir l'exode rural, la FAO compte sur la collaboration d'autres organisations, l'ONU et l'OIT en particulier. Enfin, le cinquième centre d'intérêt sera l'acquisition de devises par les pays en voie de développement; un effort doit être fait pour tirer parti de grandes possibilités que les productions de ces pays, celles de l'industrie forestière par exemple, offrent à cet égard. La FAO envisage un effort systématique dans les domaines de la production, de la commercialisation, de la transformation, du commerce et de la promotion des exportations, en collaboration avec la CNUCED notamment.

15. Ces cinq centres d'intérêt ont été choisis parce qu'ils semblent, à l'heure actuelle, se prêter à une action internationale dynamique. Ils constituent un cadre à l'intérieur duquel la FAO prépare l'action à entreprendre aussi bien sur le plan régional que sur le plan national. Cette action devra être menée à bien, non seulement par la FAO, mais aussi dans le cadre de programmes bilatéraux, ou par des institutions de financement, des organisations non gouvernementales — notamment celles qui participent à la Campagne mondiale contre la faim — et surtout par les gouvernements des pays en voie de développement eux-mêmes.

16. Cette nouvelle orientation des efforts de la FAO va de pair avec une réorganisation du secrétariat de l'organisation, que le prédécesseur de M. Boerma avait entreprise. Une place plus grande sera faite à la structuration géographique, par rapport à la structuration

fonctionnelle. Ainsi, dans la formulation des projets, les services régionaux et locaux assumeront une large part des responsabilités confiées auparavant aux divisions techniques. Par ailleurs, les techniciens seront déchargés de certains travaux de bureau que d'autres peuvent faire à leur place. M. Boerma compte que cette réorganisation prendra pleinement effet au commencement du prochain exercice budgétaire biennal de la FAO (1970-1971).

17. En conclusion, le Directeur général de la FAO souligne que, si l'on veut que les progrès sensibles qu'il vient de décrire se confirment, il faut que les gouvernements donateurs accroissent le volume de leur aide à l'agriculture; certains d'entre eux ont déjà pris des décisions en ce sens, et M. Boerma espère que d'autres, dont l'effort s'est quelque peu ralenti, suivront cet exemple. Par ailleurs, il est encourageant de constater qu'un nombre croissant de pays en voie de développement intensifient considérablement leurs investissements dans l'agriculture. Dans l'ensemble, on peut espérer qu'en joignant leurs efforts les gouvernements donateurs et bénéficiaires et les organisations internationales obtiendront d'heureux résultats dans les années qui viennent. Le Conseil, pour sa part, peut jouer un rôle vital en stimulant, en coordonnant et en guidant ces efforts faits en commun.

18. Lord CARADON (Royaume-Uni) rappelle que devant les différends et les conflits qui s'élèvent dans le monde, le rôle des Nations Unies est de rechercher, sans se décourager, les points sur lesquels l'entente peut se faire. Le maintien de la paix est indispensable au progrès économique et social, mais ce n'est qu'un début, le point de départ d'une entreprise tout aussi pressante et honorable: rendre la paix tolérable aux grandes masses des pays du monde. Le progrès économique et social est, en fait, le plus puissant instrument de maintien de la paix. Les dangers que représentent pour le monde la pauvreté, l'expansion démographique et les antagonismes raciaux sont aujourd'hui tels qu'une action nationale seule ne saurait suffire à les combattre; leur élimination appelle une action internationale. Or, on ne peut se demander sans éprouver un sentiment d'insatisfaction et même de profonde inquiétude quels résultats ont donné les efforts internationaux entrepris dans ce sens, ce qui a été fait pour traduire dans la pratique les idéaux élevés qui inspirent les initiatives internationales, si les pays nantis ont su prendre les mesures voulues pour faire face à la pauvreté du reste du monde, si les organisations qui ont été créées pour favoriser le développement économique international sont véritablement efficaces, si les organismes des Nations Unies travaillent réellement en coopération les uns avec les autres et si le Conseil joue le rôle directeur qui lui incombe ou si ses débats ne vont pas devenir une suite d'observations oiseuses sur un ordre du jour trop chargé. C'est dans un esprit d'autocritique, d'insatisfaction constructive, que le Conseil doit aborder sa présente session. Lord Caradon, pour sa part, entend présenter des observations sur trois points: premièrement, l'origine et la portée de l'effort international de développement à l'issue de la première Décennie du développement et au seuil de la deuxième; deuxièmement, les progrès ou l'absence de progrès dans

le domaine des droits de l'homme; et troisièmement, l'action internationale à entreprendre pour éviter qu'une croissance démographique anarchique ne fasse échec à tous les efforts de développement économique et social.

19. S'il est vrai que le Conseil et ses organes subsidiaires ainsi que les institutions spécialisées peuvent contribuer à la planification de la deuxième Décennie du développement et donner d'utiles conseils techniques, c'est aux gouvernements des pays en voie de développement qu'il appartient de fixer les politiques économiques qui devront être appliquées, puisque c'est à eux qu'il incombe au premier chef d'augmenter la productivité des ressources naturelles et humaines de leurs populations et de leurs pays. Le Conseil ne doit donc pas céder à la tentation de fixer d'illusoirs objectifs généraux et de se livrer à des généralisations peu réalistes. Il faudra, cependant, que la deuxième Décennie mobilise les efforts de tous et soit l'expression de la volonté des gouvernements comme des organisations internationales de faire du développement une entreprise concertée et un devoir commun. L'action de la BIRD et du PNUD, qui opèrent par l'intermédiaire d'organisations chargées d'exécuter les programmes qu'ils financent, devrait être pour les organismes des Nations Unies un exemple encourageant. Grâce à l'expérience acquise, on peut désormais utiliser à des fins plus nombreuses encore ces instruments du développement économique international, auxquels vient de s'ajouter utilement l'ONUDI.

20. Il est aujourd'hui généralement reconnu — et le Secrétaire général, le Directeur du PNUD et le Président de la BIRD l'ont récemment bien souligné — que les ressources financières actuelles de la Banque et du PNUD sont insuffisantes. Les pays en viennent de plus en plus à prendre conscience des avantages de l'assistance multilatérale. Au cours des deux dernières années, 77 pays, dont la Suède et d'autres pays nordiques, ont augmenté leur contribution au PNUD, le Royaume-Uni restant toutefois le deuxième pays contributeur par ordre d'importance. Cependant, à l'heure actuelle, le volume du courant des capitaux destinés à l'assistance aux pays en voie de développement n'augmente pas; cela est dû principalement aux difficultés de balance des paiements que connaissent plusieurs pays, notamment le Royaume-Uni. En revanche, si la quantité de l'aide accordée ne s'accroît pas, sa qualité tend à s'améliorer, comme l'a bien souligné le Secrétaire général dans son rapport sur le courant international des capitaux et de l'assistance (E/4495). Le Royaume-Uni attache une grande importance à l'amélioration des conditions d'octroi de l'assistance; il importe en effet que les pays donateurs s'efforcent d'adapter les conditions de leur assistance aux besoins de chaque pays en voie de développement. Le Royaume-Uni est décidé à faire plus encore. Après avoir maintenu au même niveau sa contribution au PNUD en dépit des difficultés économiques et financières qu'il a traversées ces dernières années, il a dernièrement annoncé qu'il se proposait de verser une somme de plus de 155 millions de dollars pour la période 1968-1970 en vue d'aider à reconstituer les ressources de l'AID. En outre, depuis 1965, il a décidé que la plupart des prêts qu'il accorderait dans le cadre de l'assistance

au développement seraient sans intérêt. Il est à espérer que les efforts que font les pays occidentaux pour augmenter le volume de l'aide multilatérale au développement seront bientôt imités par les pays communistes; pour le moment, la contribution du Royaume-Uni équivaut à elle seule au total des contributions de ces pays. La campagne contre le retard économique doit être internationale et multilatérale, chacun donnant selon ses capacités et cherchant à aider les autres selon leurs besoins. L'idée du développement international est encore dans l'enfance, mais elle prend corps chaque jour davantage. Au lieu de se lamenter sur le peu de progrès qui ont été réalisés lors de la deuxième session de la CNUCED à New Delhi, mieux vaudrait se pénétrer de l'idée que certains résultats ont déjà été atteints, que le développement est un devoir international, que l'initiative et l'orientation du développement doivent incomber aux jeunes nations elles-mêmes et que seule une action internationale concertée évitera au monde une désastreuse division entre pays riches et pays pauvres.

21. Les dangers de la domination d'une race par une autre ou de toute autre forme de domination d'un peuple par un autre ne sont plus à démontrer, pas plus que ne le sont les dangers grandissants des tensions et des conflits raciaux dont le monde est actuellement témoin. Ces dangers, qui existent dans bien des pays du monde et en particulier en Afrique du Sud, menacent d'embraser le monde entier. Il est tout à fait légitime par conséquent qu'ils occupent une place de plus en plus grande dans les travaux de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Toutefois, les injustices particulièrement flagrantes qui existent dans certains pays, notamment en Afrique du Sud, ne doivent pas faire oublier au Conseil économique et social qu'il est spécialement chargé de sauvegarder les droits de l'homme dans le monde entier. Pourtant, on hésite à prendre des mesures de portée générale: la proposition visant à créer un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, par exemple, est depuis longtemps en suspens. Or, la discrimination sous une forme ou sous une autre, les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales n'existent pas seulement en Afrique mais dans pratiquement tous les pays.

22. Un autre aspect des droits de l'homme que le Conseil est particulièrement chargé d'examiner à sa présente session est le droit des parents de décider librement du nombre d'enfants qu'ils auront et celui des enfants de pouvoir espérer grandir dans la dignité. Il ne s'agit pas là d'un problème isolé. Comment pourrait-on, en effet, résoudre les problèmes de la faim, des conflits raciaux ou de la révolte de la jeunesse sans régler le problème démographique? Aussi difficile que ce soit, on ne peut que les aborder tous ensemble. Faute de résoudre le problème démographique, les Nations Unies ne parviendront à rien. L'essentiel est que les parents soient libres de décider du nombre de leurs enfants et les gouvernements de déterminer leur politique officielle. C'est à la coopération librement consentie entre les individus, les gouvernements et les organismes internationaux qu'il faut s'en remettre pour assurer l'amélioration souhaitée des niveaux de vie. Quoique l'ONU

et les institutions qui lui sont reliées n'aient guère pris, pendant vingt ans, de mesures pratiques pour résoudre le problème démographique mondial, elles sont enfin passées à l'action en 1965, et n'ont cessé d'agir depuis lors. Plus d'une vingtaine de pays ont demandé et reçu une assistance technique concernant les problèmes démographiques, et des plans nationaux et régionaux pour la mise en œuvre de ces projets sont appliqués en Afrique, en Asie, en Amérique et au Moyen-Orient. Il y a lieu de se féliciter de la création du Fonds d'affectation spéciale pour les activités démographiques des Nations Unies, auquel le Royaume-Uni a été l'un des premiers pays à contribuer. Le Royaume-Uni est en outre l'un des 30 pays qui ont signé la Déclaration des chefs d'Etat sur la population (voir E/4551, annexe I). On ne soulignera jamais assez combien il importe de donner un rang de priorité élevé aux mesures pratiques visant à freiner l'expansion démographique mondiale, étant donné que d'ici 1980 il faudra nourrir, loger et accueillir dans les écoles plus d'un milliard de nouveaux enfants. La population de l'Inde à elle seule augmente d'un million par mois. Toutefois il ne suffit pas de freiner l'accroissement démographique: les efforts doivent également porter sur l'augmentation de la production alimentaire, l'enseignement, les échanges internationaux, la compréhension et la coopération entre les races et la protection de la mère et de l'enfant puisque le progrès, dans tous ces domaines, vise le même but: mettre en valeur les ressources humaines en vue d'assurer à l'individu une vie mieux remplie, plus enrichissante et plus heureuse.

23. Quant au rôle que le Conseil peut jouer à l'avenir, le représentant du Royaume-Uni suggère, pour guider les travaux de cet organe, de retenir trois idées directrices: en premier lieu le Conseil devra concentrer son attention et ses ressources sur l'efficacité des activités pratiques entreprises: par exemple, il doit s'attacher à encourager les travaux de la BIRD et du PNUD et à donner une suite aux propositions relatives au commerce et au développement faites à New Delhi. En deuxième lieu il faut veiller à donner aux problèmes importants la priorité qu'ils méritent. C'est au Conseil, avec l'aide du Comité du programme et de la coordination, qu'il appartient de prendre l'initiative dans ce domaine; à cet égard, la décision d'accorder la priorité dans l'ordre du jour du Conseil au problème de la population est bien fondée. En troisième lieu il faut que le Conseil soit toujours prêt à accueillir favorablement les idées et les initiatives nouvelles; c'est pourquoi les propositions contenues dans la déclaration constructive du Secrétaire général feront certainement l'objet d'un examen attentif et approfondi de la part des membres du Conseil.

24. En ce qui concerne l'efficacité et la coordination des activités, l'examen qu'effectue actuellement le Comité élargi du programme et de la coordination fournira certainement des conclusions utiles. Il faut se féliciter également de l'étude sur la capacité des organismes des Nations Unies d'exécuter un programme de développement encore plus vaste qui va incessamment être entreprise sur l'initiative du PNUD. Ces deux études sont complémentaires, et elles sont essentielles si l'on veut, au seuil des années soixante-dix, tirer parti des

leçons de l'expérience passée et mettre la prochaine Décennie du développement sur la meilleure des voies.

25. La délégation britannique éprouve un intérêt certain pour les propositions de la Suède relatives aux problèmes du milieu humain (E/4466/Add.1), ainsi que pour la proposition faite par la délégation de Malte, lors de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale au sujet de l'utilisation des ressources des fonds marins, proposition pleine de hardiesse et de prévoyance et qui intéresse l'humanité entière.

26. Pour conclure, le représentant du Royaume-Uni souligne que la mise en œuvre d'idées d'une telle envergure et la satisfaction de besoins aussi pressants imposent au Conseil des responsabilités aussi impératives qu'illimitées, à la mesure des possibilités d'action qui lui sont ainsi offertes.

27. M. MORSE (Directeur général du Bureau international du Travail) s'adressera lui aussi au Conseil dans cet esprit « d'insatisfaction constructive » dont a parlé le représentant du Royaume-Uni.

28. En cette Année internationale des droits de l'homme, et 20 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il convient de mentionner qu'il y a un demi-siècle l'OIT a énoncé, dans sa constitution, certains principes et objectifs en matière de politique sociale et qu'elle a créé des mécanismes pour l'élaboration et l'application des instruments internationaux relatifs aux droits des travailleurs. Or, les droits que l'OIT a progressivement fait reconnaître, en théorie, grâce à des conventions, et en pratique, en veillant à l'application de ces instruments, ne peuvent prendre tout leur sens que dans le cadre plus vaste des droits civils, politiques, économiques et sociaux qui ne sont pas vraiment de son ressort. A sa cinquante-deuxième session, la Conférence internationale du Travail a décidé que l'OIT devrait entreprendre, dans le domaine des droits de l'homme, un programme d'action plus concerté et plus intégré, en étroite collaboration avec les autres organismes des Nations Unies.

29. D'autre part, deux questions présentent un intérêt direct pour les droits de l'homme et exigent un programme d'action concerté de la part des organismes des Nations Unies et notamment de l'ONU, de l'UNESCO, du FISE et de l'OIT. Il s'agit, d'une part, du mécontentement qui se manifeste chez les jeunes de bien des pays et qui pose le problème de leur adaptation et de leur intégration dans le type de société que l'on a essayé de construire et, d'autre part, des rapports entre les différentes races, auxquels a fait allusion le représentant du Royaume-Uni. Ce dernier problème est devenu extrêmement grave et crée des situations explosives dans de nombreuses parties du monde. Les organismes des Nations Unies doivent de toute urgence intensifier leur action et isoler et éliminer tout ce qui empêche l'homme de vivre en harmonie avec son semblable.

30. Les réunions communes du Comité administratif de coordination et du Comité du programme et de la coordination qui se sont tenues à Bucarest récemment ont d'ailleurs fait ressortir l'inquiétude que ces deux problèmes suscitent au sein de l'ONU, du FISE et de

l'UNESCO. Toutefois, la Conférence internationale du Travail a insisté sur le fait que l'élaboration et l'application d'instruments juridiques ne peut avoir d'effet que si les problèmes économiques et sociaux sous-jacents sont résolus.

31. Par ailleurs, une croissance démographique sans précédent constitue un obstacle des plus sérieux à la jouissance effective des droits de l'homme, car elle pourrait très bien neutraliser les efforts déployés dans d'autres domaines. Mettre un frein à l'accroissement démographique en agissant sur la fécondité est l'un des moyens d'arriver à un équilibre entre la population d'une part et les ressources nécessaires au maintien d'un niveau de vie approprié d'autre part. Mais ce n'est pas l'unique façon d'aborder le problème, et il convient de prévoir des options qui permettront, le cas échéant, de tenir compte des différents aspects que le problème démographique pourra prendre dans tel ou tel pays du fait des circonstances et des politiques adoptées sur le plan local. L'important c'est d'arriver à un équilibre entre la population et les ressources: une étude des conséquences de l'accroissement rapide de la population sur les possibilités de formation et d'emploi et sur le bien-être des travailleurs, que le BIT effectue conformément à une résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa cinquante et unième session, couvre ces deux aspects du problème et fournira ultérieurement une base concrète aux possibilités d'action de l'OIT dans le domaine de sa compétence. Bien que la modification de la fécondité ne soit pas de son ressort, l'OIT peut néanmoins apporter un appui, sous différentes formes, aux efforts des organisations compétentes; en particulier, elle peut faire prendre conscience aux travailleurs des graves problèmes que crée l'accroissement démographique et expliquer comment la planification de la famille peut contribuer à améliorer les niveaux de vie. Elle peut également contribuer à rendre la planification de la famille moins onéreuse en encourageant les gouvernements à prévoir, dans leur système de sécurité sociale, des prestations appropriées à cet effet; ou encore, l'OIT, par le truchement des institutions qu'elle contribue à établir dans différentes parties du monde, peut encourager la diffusion des conseils relatifs à la planification de la famille au moyen, par exemple, des services médicaux situés sur les lieux de travail.

32. Quelles que soient les politiques adoptées pour faire face à l'accroissement démographique, il restera toujours, cependant, un problème fondamental: l'augmentation du niveau de l'emploi productif, qui, seul, peut améliorer le niveau de vie de la population en lui permettant de participer au développement et d'en tirer profit, et qui est également la clé de voûte de l'épanouissement nécessaire au plein exercice des droits de l'homme. En effet, les efforts internationaux ont jusqu'à présent porté essentiellement sur la croissance économique, et les progrès réalisés, bien que remarquables, ont déçu les espoirs des pays en voie de développement car ils n'ont eu qu'un effet limité sur la vie quotidienne de la population. Ceci est dû au fait que la croissance économique n'a pas créé les emplois pouvant apporter les avantages matériels et le sens de la participation qui auraient dû en résulter. Ainsi le manque d'instruction a ralenti

le progrès, mais le progrès a également laissé de côté la majorité de la population active. Pour faire face à cette situation, l'OIT mettra sur pied en 1969 le Programme mondial de l'emploi destiné à relever les niveaux de l'emploi productif et à exploiter une source de développement économique abondante dans la plupart des pays en voie de développement, à savoir les ressources humaines et, en même temps, à obtenir une amélioration plus généralisée des niveaux de vie. Sans négliger le secteur industriel, d'une importance primordiale, le Programme s'attachera en particulier à relever les niveaux de l'emploi productif dans le secteur agricole qui est celui où la majorité de la population des pays en voie de développement travaille. Le Programme mettra également l'accent sur les projets pour la formation et l'emploi des jeunes, ainsi que sur des projets de travaux publics faisant appel à une main-d'œuvre intensive.

33. Le Programme mondial de l'emploi sera essentiellement établi à l'échelon régional, conformément au vœu des organes régionaux de l'OIT dans les Amériques, en Asie et en Afrique. Il visera également à susciter une action internationale pour relever le niveau de l'emploi de façon à ce qu'il corresponde plus étroitement aux exigences nationales.

34. Les plans régionaux de l'emploi qui sont en cours d'élaboration seront les éléments de ce Programme mondial. Dans chaque région, une équipe d'experts aura pour principal tâche de fixer des objectifs aussi précis que possible sur ce qu'il est possible et souhaitable de réaliser en matière de création d'emplois et de formation pendant une période donnée. Ces objectifs serviront à la fois de jalons aux politiques et aux activités à l'échelon national et de cadre à la coopération internationale destinée à appuyer ces activités nationales.

35. Le Programme mondial de l'emploi sera un effort commun de plusieurs organisations internationales avec, il faut l'espérer, la participation de certains programmes d'aide bilatérale. Parmi les organisations intéressées, il faut notamment citer la FAO et l'UNESCO qui participent aux travaux de l'équipe régionale pour l'Amérique latine. D'autres organisations telles que la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des États américains, la Commission économique pour l'Amérique latine, et l'Institut latinoaméricain de planification économique et sociale sont représentées dans cette équipe. Morse espère que d'autres organisations, en particulier l'ONUDI, participeront également à cet effort. Des mesures du même ordre sont en cours d'élaboration pour l'Asie et l'Afrique. D'autres sont à l'étude pour le Moyen-Orient, et il faut espérer que lors de la réunion de la Conférence régionale européenne de l'OIT en décembre 1968 il sera possible de voir comment l'Europe peut être intégrée dans ce Programme mondial de l'emploi.

36. Ce Programme constitue donc la réponse commune de l'OIT et d'autres organisations internationales à la résolution 1274 (XLIII) du Conseil et la principale contribution que l'OIT peut apporter dans son domaine de compétence à la réalisation des objectifs de la stratégie globale du développement qui est en cours d'élaboration pour la deuxième Décennie du développement. Bien enten-

du, le problème de la coordination des activités se posera; c'est un problème complexe. En effet, l'intérêt même que l'on porte à la cause de la coopération internationale et du progrès entraîne de la part de différents organes et organismes de nombreuses initiatives et décisions qui, bien qu'utiles en soi, créent néanmoins un certain désordre. Il faut avant tout pouvoir rassembler les données le plus rapidement possible, de façon exacte et complète, et savoir par exemple quelles sont les activités en cours d'exécution, quelles organisations en sont responsables et dans quels domaines elles se déroulent. Le rassemblement et l'organisation des données est une tâche immense mais qui aiderait beaucoup la cause de la coordination.

37. Dans un autre ordre d'idées, le Directeur général du BIT se félicite de la façon dont le problème épineux de l'enseignement, des sciences et de la formation agricoles a récemment été résolu. C'est là un tournant

important dans le domaine de la coordination. L'attitude constructive, la bonne volonté et la décision dont ont fait preuve le Directeur général de la FAO et le Directeur général de l'UNESCO, ont contribué, mieux que toute directive, à l'élaboration d'une solution qui pourra efficacement être mise en œuvre. En cette époque troublée, il faut faire davantage appel à l'esprit de coopération économique et sociale, mobiliser les énergies au service de réalisations concrètes de nature objective et s'astreindre à l'humilité à la bonne volonté et à l'assistance mutuelle. C'est là l'espoir de ceux qui se sont dévoués à la cause internationale et celui des membres de la communauté internationale qu'ils servent. Ce n'est que dans cet esprit que les organismes reliés aux Nations Unies pourront faire respecter la paix et la justice sociale et assurer le bien-être matériel et l'épanouissement spirituel de tous les êtres humains dans un climat de liberté et de dignité.

La séance est levée à 11 h 50.